

Les énergies renouvelables créent des emplois au Bénin

Le changement climatique constitue une menace croissante pour ce pays d'Afrique de l'Ouest, mais la transition vers les énergies renouvelables offre une opportunité de stimuler la croissance de l'emploi.



Setonde et son équipe au travail

Dans la localité d'Ouèssè, une commune isolée du Bénin, un homme d'une vingtaine d'années exploite les énergies

renouvelables pour créer des emplois et résoudre un gros problème.

Dieudonné Mahuwêna Setonde travaillait comme technicien en installation électrique dans les zones rurales de ce pays d'Afrique de l'Ouest lorsqu'il a constaté que de nombreux ménages de sa localité n'avaient pas accès au réseau électrique conventionnel, ce qui rendait difficile l'utilisation des téléphones portables, de la télévision et d'Internet.

Pour relever ces défis, Setonde a fondé Technology for Environmental Protection Africa, également connue sous le nom de [TEP AFRICA TECH](#) , une entreprise dédiée à la promotion des énergies renouvelables et à l'amélioration de l'efficacité énergétique des ménages, en particulier dans les zones rurales.

Il compte aujourd'hui 16 techniciens qui aident la communauté à accéder à une énergie propre et durable. Lui et son équipe ont formé plus de 200 jeunes à travers divers ateliers et programmes de renforcement des capacités.

« Grâce aux partenariats avec des projets nationaux et internationaux comme [SWEED Bénin](#) et [Plan International Bénin](#) , les jeunes que nous avons formés sont aujourd'hui des professionnels qualifiés dans le domaine des énergies renouvelables avec des stages et des opportunités d'emploi », a déclaré Setonde en français.

La demande d'emplois verts augmente au Bénin



*Des élèves découvrent l'installation d'énergie solaire.
(Crédit photo : Megan Valère SOSSOU)*

La forte croissance de la dernière décennie a permis au Bénin de réduire la pauvreté grâce à des projets durables, notamment la création d'emplois verts, selon [le récent Rapport sur le climat et le développement](#) publié par la Banque mondiale.

Au Bénin, il existe une forte demande de techniciens et d'ingénieurs spécialisés dans le photovoltaïque, la réparation et la maintenance électrique, ainsi que l'installation et la maintenance de biodigesteurs pour la production de biogaz.

Selon un [rapport](#) sur l'impact des énergies renouvelables sur l'emploi, publié par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (AIER) en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 320 000 personnes travaillent dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique. Ce chiffre représente 2,34 % de l'emploi mondial dans ce secteur.

Face aux défis climatiques et énergétiques, Christian Hounkannou, coordinateur Afrique francophone de [350Africa.org](#), estime que l'Afrique doit investir dans les énergies renouvelables. Il encourage les jeunes à s'impliquer pour apporter des solutions aux communautés en quête d'énergie durable et souligne le rôle crucial de l'État dans le soutien

des organisations engagées.

Le Projet Inclusion des Jeunes, initié par le gouvernement béninois et soutenu par la Banque mondiale, forme plus de 500 jeunes aux métiers des énergies renouvelables. En partenariat avec [AdMec](#), une entreprise spécialisée dans l'énergie solaire, ces jeunes acquièrent des compétences en montage, entretien et réparation de lampadaires LED et solaires. Ce projet vise à former et intégrer 1 000 jeunes dans le secteur des énergies renouvelables d'ici 2025, dans le cadre de l'initiative [Azôli](#), la voie d'accès à l'emploi en fon, l'une des langues nationales du Bénin.

Le programme Azôli est une initiative spéciale conçue par le gouvernement béninois pour réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes au Bénin en facilitant l'accès aux stages de formation en entreprise.

Dieudonné Mahuwêna Setonde au travail. (Crédit photo : Megan Valère SOSSOU)

« A terme, 200 jeunes auront un contrat d'embauche direct avec AdMec qui propose une formation gratuite », a indiqué Marcel Adjahouisso, responsable de l'antenne atlantique de l'Agence nationale de promotion de l'emploi.

Mathieu Dènon, bénéficiaire du programme, était auparavant vendeur d'essence non raffinée introduite en contrebande du Nigéria au Bénin. Aujourd'hui, il aide les ménages de son village à acheter et installer des panneaux solaires.

En juin 2024, l'agence a recruté 1 000 jeunes supplémentaires pour la formation et l'insertion professionnelle. Par ailleurs, l'agence, à travers l'initiative Azôli, a signé une convention de partenariat avec l'[Académie de l'Ecole Supérieure des Métiers des Energies Renouvelables](#) de la commune d'Allada pour la formation et l'insertion professionnelle de 1 000 jeunes aux métiers des énergies renouvelables.

Incitations gouvernementales

Le [gouvernement béninois](#) a instauré en 2020 une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les importations de panneaux solaires. Cette exonération s'applique à l'importation de matériels, équipements et accessoires d'installation destinés à la production d'énergie photovoltaïque et solaire thermique.

L'exonération fiscale des produits contribuant à la production d'énergie solaire a eu des effets significatifs sur l'économie béninoise, notamment en termes de création d'emplois. Selon un [rapport du ministère de l'Economie et des Finances](#), cette mesure a entraîné une augmentation de 9,95 % des importations de ces produits, un chiffre nettement supérieur à celui des produits d'énergie électrique à combustible fossile, qui n'ont augmenté que de 0,66 %.

Les bénéfices de la vente d'équipements photovoltaïques ont grimpé en flèche, en étant multipliés par cinq, selon le même rapport. De plus, l'exonération fiscale a permis aux entreprises de doubler leur base de clients et de partenaires, ce qui a conduit à l'expansion des points de vente et à l'amélioration des services après-vente dans tout le pays.

Enock Missi Hounhoui, président de l' [Association béninoise de l'énergie](#), a déclaré que le Bénin a fait preuve d'une volonté de miser sur les énergies renouvelables comme levier de création d'emplois. Il a ajouté que la fabrication d'équipements tels que les panneaux solaires, les éoliennes et les biodigesteurs, ainsi que l'ingénierie et les services associés, sont des domaines qui attirent l'attention des jeunes.

Des défis demeurent

Bien que des progrès aient été réalisés dans le domaine des énergies renouvelables, ils ne suffisent pas à atteindre toutes les populations rurales et à réduire significativement

le nombre de jeunes chômeurs.

L'adoption des énergies renouvelables et la promotion de la création d'emplois verts peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique tout en favorisant le développement économique et social du continent. Cependant, pour relever efficacement ce défi, les décideurs politiques doivent veiller à la mise en œuvre de meilleures politiques de réglementation et d'accès au marché, a déclaré Setonde.

Megan Valère SOSSOU

Promotion de l'énergie renouvelable : Des jeunes activistes visitent la plus grande centrale solaire du Bénin

Le vendredi 20 septembre 2024, une vingtaine de jeunes activistes béninois ont participé à une sortie pédagogique à la plus grande centrale solaire du Bénin, organisée par le Renewable Energy Coalition Benin (REC Bénin) et Power Afrika, avec le soutien de 350.org. Une initiative visant à faire découvrir la centrale solaire aux jeunes engagés pour la promotion des énergies renouvelables au Bénin.



Visite sur la centrale solaire de Pobè

La journée a commencé tôt à Abomey-Calavi, où le bus réservé pour l'occasion, a pris la route vers Pobè, avec des arrêts à Cotonou et Porto-Novo pour récupérer d'autres participants. Dans une ambiance conviviale, les activistes ont parcouru les 130 kilomètres séparant Cotonou d'Illoulofin, un village dans la commune de Pobè où se trouve la centrale solaire.

Dès leur arrivée, les jeunes ont pu observer cette gigantesque

installation solaire, qui s'étend sur 26 hectares. Construite par RMT Eiffage, la centrale est exploitée depuis plus de deux ans par la Société Béninoise de Production d'Électricité (SBPE). Elle représente un symbole important dans la transition énergétique du pays. Les visiteurs, guidés par Esias Mérit Degan, chef de la centrale, et son équipe, ont découvert les coulisses de cette installation qui produit 25 mégawatts-heures (MWh) d'électricité, et qui a injecté plus de 70 gigawatts-heures (GWh) dans le réseau national depuis sa mise en service.

Le champ de panneaux solaires s'étend à perte de vue. Plus de 47 000 modules de 530 Wc sont répartis en six postes de transformation. Selon un ingénieur sur place, chaque série de modules génère 1 500 volts en courant continu, convertis ensuite en 800 volts de courant alternatif, puis augmentés à 20 000 volts avant d'être injectés dans le réseau national. La puissance produite est ensuite transportée vers les ménages à travers la Communauté Électrique du Bénin (CEB).

En outre, Mérit Degan a révélé que des projets d'extension sont déjà en cours, avec la construction de deux nouvelles centrales de 25 MWh chacune, portant ainsi la capacité totale à 75 MWh. Ces nouveaux projets couvrent une superficie de 96 hectares, déjà clôturée. Malgré cette avancée, un défi majeur subsiste : l'absence de systèmes de stockage d'énergie, ce qui limite la production aux seules heures ensoleillées.

L'impact environnemental de cette centrale est également remarquable. Sa production devrait permettre de réduire les émissions de CO₂ du Bénin de 575 000 tonnes sur 25 ans, soit environ 23 000 tonnes par an. Financé à hauteur de 39,7 milliards de francs CFA par l'État béninois, avec le soutien de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement.

Une grande avancée pour le Bénin qui vient de loin dans sa quête de combler le déficit d'énergie. En effet, raconte

Christian HOUNKANNOU, coordonnateur Afrique Francophone de l'organisation 350.org, en 2017, la biomasse représentait 58% de l'énergie primaire utilisée, suivie de 37% d'importations d'hydrocarbures comme le charbon et le gaz utilisés dans les centrales thermiques.

L'année suivante, poursuit-il, soit en 2018, les importations du Ghana et Nigeria ont permis au Bénin d'avoir un taux d'accès à l'électricité de 33,2%. Ces chiffres relativement faibles indiquent un réel problème d'accès pour les communautés rurales car le peu de capacité servait à alimenter les villes.

Mais aujourd'hui, la centrale solaire de Pobè constitue une bonne option pour diversifier les sources d'énergies en limitant la pression sur la biomasse énergie, et une opportunité pour le Bénin de faire face à la crise climatique et apporter de l'énergie à faible coût aux communautés rurales a-t-il déclaré sur un air de satisfaction.

L'appel de Anas SEKO, Coordonnateur du Renewable Energy on Coalition Bénin REC Bénin, va non seulement à l'endroit du gouvernement du Bénin à poursuivre et à augmenter son ambition de développement des énergies renouvelables mais aussi aux institutions comme la Banque Africaine de Développement à soutenir le développement des énergies 100 % renouvelables.

À l'issue de la visite, les jeunes activistes sont repartis mieux informés et encore plus motivés à promouvoir l'énergie renouvelable dans leurs communautés respectives. Au cours de leur déplacement des plaines d'Abomey-Calavi et de Cotonou au plateau de Pobè en passant par la vallée de l'Ouémé, rien n'a émoussé l'ardeur de ces jeunes à découvrir la plus grande centrale solaire et ses avantages pour le pays.

Megan Valère SOSSOU

Climate Clock Bénin : les jeunes béninois donnent de la voix pour l'énergie renouvelable à la Climate Emergency Day 2024

Le 20 juillet 2024, l'amphithéâtre Fakambi de l'université d'Abomey-Calavi a accueilli plus d'une cinquantaine de jeunes passionnés pour la Climate Emergency Day 2024, organisée par Climate Clock Bénin. De 13h à 18h, l'événement a rassemblé des participants, des partenaires et des invités, tous animés par une réflexion profonde sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».



En lançant officiellement la conférence, Crispus Dandaho, membre de l'équipe de Climate Clock Bénin, a souhaité la bienvenue aux participants rappelant la nécessité d'échanger pour trouver des solutions à la crise climatique. Son intervention a été suivie de celle de Issiba Koba, représentante du Directeur Général pour l'Environnement et le Climat. Son exposé a mis en lumière les besoins et priorités du Bénin en matière d'énergies renouvelables. Issiba Koba a souligné l'importance des divers instruments politiques pouvant servir de cadre aux actions environnementales des jeunes. Elle a également mis en avant les nombreux mécanismes de financement disponibles pour soutenir les initiatives vertes portées par les jeunes.

Un panel de discussion, composé principalement de jeunes leaders d'organisations et d'associations œuvrant pour la justice climatique a servi de cadre pour les échanges sur le thème : « Énergies renouvelables et urgence climatique ».

Ghislain Mahouton, adjoint responsable du bureau d'organisation, a apporté des précisions importantes sur

l'impact des énergies fossiles. « D'après les Nations-Unis, les énergies fossiles représentent 75 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % des émissions de dioxyde de carbone qui retiennent la chaleur du soleil », a-t-il informé. Il a ajouté : « Il est temps d'arrêter les énergies fossiles et de financer notre avenir. »

Pour illustrer cette transition, l'équipe de Climate Clock propose des solutions concrètes telles qu'une transition juste vers 100% d'énergies renouvelables, le financement du climat, la protection des terres indigènes, l'atteinte de la parité de genre, et le désinvestissement des énergies fossiles.

Cette journée mémorable a été clôturée par une marche pour la justice climatique qui a rassemblé de nombreux jeunes, renforçant leur engagement pour la cause. Cette mobilisation des jeunes béninois lors de Climate Emergency Day 2024 montre une détermination sans faille à faire entendre leur voix pour la justice climatique.

Josué Mahugnon TCHAGNONSI

Accès à l'énergie: le Nigeria réduit la vente d'électricité au Bénin

Dans un effort pour répondre aux préoccupations grandissantes concernant la gestion du réseau électrique national, la Commission de Régulation de l'Électricité Nigériane (NERC) a pris des mesures décisives en restreignant l'exportation d'électricité vers le Bénin, le Togo et le Niger.



Electricité

Une ordonnance intitulée [« Interim Order on Transmission System Dispatch Operations, Cross-border Supply, and Related Matters »](#) a été émise par la NERC, établissant un plafond de fourniture ne dépassant pas 6 % de l'électricité totale du réseau à ces nations voisines pour une période initiale de six mois, sujette à révision en fonction des résultats obtenus.

Cette décision survient à un moment où le Nigeria, confronté à ses propres défis en matière d'approvisionnement électrique, continue de fournir plusieurs pays voisins. Cependant, des pratiques de dispatching jugées sub-optimales ont régulièrement affecté les compagnies de distribution locales (Discos), les empêchant de respecter efficacement leurs engagements tarifaires envers les consommateurs finaux.

La NERC a exprimé ses préoccupations, soulignant l'iniquité et l'inefficacité de la priorisation des clients internationaux et éligibles en période de pointe. Pour remédier à ces défis, l'ordonnance exige des opérateurs du système et de la Compagnie de Transmission du Nigeria (TCN) la mise en place de

procédures opérationnelles standardisées pour améliorer la transparence et l'équité dans les opérations de réseau.

De plus, l'installation de compteurs Internet des Objets (IoT) à tous les points de prise et de livraison d'électricité est mandatée pour fournir une visibilité en temps réel sur l'offtake agrégé par les clients du réseau.

En parallèle à ces nouvelles régulations, la TCN a annoncé le début de la construction de deux tours de transmission de 132 kV à la sous-station d'Amukpe, ainsi que des travaux de restauration sur les lignes de transmission double circuit de Benin-Delta et Delta-Oghara de 132 kV. Ces initiatives, planifiées du 4 au 17 mai 2024, entraîneront des interruptions temporaires de l'approvisionnement en électricité à Benin Disco via certains alimentateurs.

Ces mesures, bien que temporaires, visent à rétablir un équilibre et à garantir que les besoins en électricité du Nigeria ne sont pas compromis par les obligations contractuelles internationales. L'objectif à long terme de la NERC est de renforcer la stabilité du réseau électrique tout en respectant les engagements internationaux, dans une démarche qui se veut plus juste et durable pour tous les utilisateurs du réseau.

Megan Valère SOSSOU



Les chiffres clés à retenir

1- *La Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC) a ordonné à l'opérateur du réseau de réduire les ventes d'électricité aux clients étrangers, plafonnant à 6 % la production totale disponible pour ces acheteurs pour les six prochains mois à partir du 1er mai.*

2- *Les compagnies d'électricité nigérianes ont des contrats avec des pays africains voisins pour la fourniture d'énergie, leur permettant d'obtenir des devises étrangères pour soutenir les recettes provenant de tarifs sous-économiques. Toutefois, ces entreprises n'ont pas toujours payé leurs factures à temps, accumulant des dettes impayées.*

3- *Les coupures de courant sont fréquentes au Nigeria en raison d'une pénurie d'électricité, récemment aggravée. Les entreprises ont augmenté les tarifs pour certains clients domestiques qui devraient recevoir plus d'électricité chaque*

jour, mais l'approvisionnement n'est pas suffisant.

4- Outre les contrats avec des pays comme le Niger, le Togo et le Bénin, les entreprises ont des contrats bilatéraux avec les gros consommateurs du pays, leur assurant un approvisionnement prioritaire.

5- Les analystes soulignent que le plafonnement des ventes à l'étranger pourrait créer de l'incertitude dans le secteur, nécessitant des ajustements opérationnels et financiers pour les entreprises.

6- Les revenus provenant des clients étrangers réduiront, ce qui peut accélérer le remboursement des dettes des entreprises de distribution envers les producteurs.

7- Les données du service de réseau indiquent que l'approvisionnement en électricité a dépassé les 4 700 mégawatts depuis samedi, dépassant les niveaux habituels. Habituellement, les clients locaux reçoivent moins de 4 000 MW les jours normaux.

8- Les contrats internationaux et bilatéraux actuels sont critiqués pour leurs conditions peu rigoureuses, et les exploitants dépassent souvent les niveaux contractuels pendant les périodes de pointe, sans être sanctionnés.

9- Les clients internationaux doivent aux compagnies d'électricité nigérianes un total de 12,02 millions de dollars de dettes impayées pour des services rendus, selon un rapport publié par la NERC au cours du dernier trimestre de 2023.

Town Hall On Renewable Energy : Renewable Energy Coalition

au Bénin et 350.org outillent les jeunes béninois

Des informations, des outils et techniques, ils en ont appris suffisamment dans la matinée du vendredi 15 mars 2024 au cours du Town Hall On Renewable Energy au centre Anouarite de Abomey – Calavi, à l'initiative du Renewable Energy Coalition Benin et de l'organisation internationale [350.org](https://www.350.org). Ces jeunes activistes béninois engagés dans la lutte contre les changements climatiques ont eu l'occasion de rencontrer des professionnels et éminents experts du domaine.



Vue d'ensemble des participants

L'objectif, selon Christian HOUNKANNOU, Coordonnateur de [350.org](https://www.350.org) Afrique Francophone, est de débattre de la problématique énergétique en Afrique, avec un accent particulier sur la promotion des énergies renouvelables auprès des jeunes béninois venus de toute l'étendue du territoire.

L'événement a débuté par la projection d'un court documentaire décrivant un exemple concret de réussite dans la promotion des énergies renouvelables au Ghana. Cette introduction a posé les bases du panel de discussion animé par le journaliste environnementaliste, Megan Valère SOSSOU.

Quatre éminents experts ont pris part à ce débat : Christian HOUNKANNOU, Coordonnateur Afrique Francophone de 350.org, Donald Akoutey, Responsable de recherche à Biogaz Bénin, Henri TOTIN, Directeur Exécutif de l'ONG JEVEV et Olaodjéwou ODJOUGBELE, Facilitateur CDNs.



Le Panel de discussion

Ensemble, ils ont répondu à la question fondamentale : comment les énergies renouvelables rendent-elles la vie plus abordable ? Le constat, unanime, est que ces énergies offrent des solutions concrètes en créant des emplois locaux, en réduisant les factures d'électricité et en rendant l'électricité plus accessible aux populations rurales. Au sujet de la situation au Bénin, les intervenants pensent que des efforts sont engagés dans la dynamique de promouvoir les énergies renouvelables en particulier la mise en place des nouveaux dispositifs réglementaires dans le secteur.

Malgré les progrès réalisés, il est clair que des défis subsistent. Christian HOUNKANNOU souligne que l'accès véritable aux énergies renouvelables demeure un défi majeur

pour de nombreuses populations. Une préoccupation partagée par Henri TOTIN et Donald Akoutey, qui appellent tous à un soutien de l'État aux initiatives locales, qu'elles émanent d'entreprises, d'ONGs ou de jeunes entrepreneurs dynamiques pour faciliter le développement de ces énergies.

Dans cette perspective, Olaodjéwou ODJOUGBELE a offert des pistes aux participants pour concrétiser leurs initiatives de promotion des énergies renouvelables.



Les participants en salle

Trois ateliers thématiques ont été animés à la suite de ce panel enrichissant. Il s'agit des ateliers, Energie et Emplois Verts, Journalisme, Conférence des Parties. Les experts ont eu l'occasion de s'entretenir avec les jeunes participants permettant d'approfondir leurs connaissances sur les différents enjeux de chacune des thématiques en faveur de la promotion des énergies renouvelables.

Le Town Hall On Renewable Energy a été l'occasion pour les jeunes participants de bénéficier d'informations, d'expériences partagées et d'outils pratiques pour poursuivre leur engagement en faveur de la promotion des énergies renouvelables au Bénin.

Constance AGOSSA

Succès retentissant du Salon International sur les Énergies Renouvelables au Cameroun

Pour la troisième fois consécutive, l'Association Camerounaise pour les Énergies Renouvelables (ACER) a brillamment organisé la troisième édition du Salon International sur les énergies renouvelables au Cameroun, sous le haut patronage du Ministre de l'Eau et de l'Énergie, dans le cadre du prestigieux événement PROMOTE 2024 au Palais des Congrès de Yaoundé. Cet événement de renom a attiré une multitude d'experts, de décideurs politiques et d'entreprises, tous réunis autour du thème : « Les énergies renouvelables au Cameroun, Quels enjeux pour ses collectivités territoriales décentralisées ».



Vue d'ensemble des participants

L'objectif était de mettre en place un cadre de concertation en vue de formuler des propositions pour assurer une transition énergétique viable à travers les énergies renouvelables au Cameroun. A l'ouverture officielle, Gérard NTCHOUABIA, Président de l'Association Camerounaise des Énergies Renouvelables, après avoir souhaité la bienvenue aux

participants, a mis en avant l'impératif pour les communes de s'engager dans les énergies renouvelables.



Gérard NTCHOUABIA, Président de l'Association Camerounaise des Énergies Renouvelables

Il a encouragé les maires à adopter ces nouvelles formes d'énergies pour répondre aux besoins énergétiques de leurs populations. Il y va de l'avenir des générations futures, en particulier celui de la planète, a-t-il laissé entendre.

Nina Netzer, Représentante Résidente de la Fondation Friedrich Ebert au Cameroun, a souligné l'importance de l'accord conclu à la COP 21 de Paris, qui a évoqué la nécessité d'abandonner les énergies combustibles.



Nina Netzer, Représentante Résidente de la Fondation Friedrich Ebert au Cameroun

Elle a relevé le besoin pressant de promouvoir les énergies renouvelables au Cameroun afin de répondre aux besoins énergétiques encore non satisfaits, et plaidé pour une collaboration inclusive entre la science, la politique et la société civile.

Valérie Nkue, Directeur des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie au ministère de l'Eau et de l'Énergie, a souligné l'importance de promouvoir les énergies renouvelables, notamment pour les collectivités territoriales décentralisées des zones rurales, où l'accès au réseau électrique est limité.



Valérie Nkue, Directeur des Energies Renouvelables et de la Maîtrise

Il a également souligné la facilité de mise en place de petites centrales solaires pour alimenter des villages entiers.

La conférence a été marquée par des débats animés au cours desquels ont été abordées les problématiques liées aux énergies renouvelables au Cameroun dans les territoires. Il s'est agi du contexte, des enjeux, de l'aspect politique, législatif et réglementaire dans le domaine de l'énergie, du rôle des collectivités territoriales décentralisées, de l'amélioration de la santé des mères et des enfants avec les énergies renouvelables, du raccordement des installations renouvelables, de la ville durable et de la transition énergétique, de la petite hydroélectricité, de la forêt et du changement climatique, de la méthanisation, des déchets

organiques et minéraux au sein des collectivités territoriales décentralisées.



Vue partielle des participants

Ce fut l'occasion pour Serge Nzali, Expert Environnemental et Social à la Société Générale au Cameroun, de présenter les initiatives de la Société Générale en faveur de la transition énergétique, notamment à travers des offres orientées vers l'énergie solaire, telles que leur pack solaire.



Serge Nzali, Expert Environnemental et Social à la Société Générale au Cameroun

Ces solutions, affirme-t-il, offrent aux clients la possibilité d'installer des capacités d'énergie photovoltaïque pour compenser les coupures d'électricité ou réduire leurs factures.

Il est à noter qu'un appel aux collectivités territoriales décentralisées à jouer un rôle moteur dans la promotion des énergies renouvelables a été largement lancé au cours de l'événement.



L'exposition au pavillon des énergies renouvelables, qui a débuté deux jours plus tôt, a offert une vitrine des équipements et services destinés aux collectivités territoriales décentralisées, couvrant divers domaines tels que la mobilité durable, le bâtiment durable, l'accès à l'énergie, la cuisson décarbonée, l'efficacité énergétique et bien d'autres.

Ces beaux moments se sont achevés par la cérémonie des AWARDS EnR récompensant les meilleurs acteurs de la transition énergétique au Cameroun et en Afrique durant ces deux dernières années, sans oublier la célébration des 10 ans d'anniversaire de l'ACER.

Les 22 et 23 février 2024 resteront gravés dans les mémoires comme des journées décisives pour la promotion des énergies renouvelables au Cameroun. Un succès à mettre à l'actif de l'Association Camerounaise pour les Énergies Renouvelables (ACER) et de ses partenaires.

350Africa contre-attaque : les négociateurs africains et la controverse des combustibles fossiles à la COP28

Pendant que la COP 28 s'achève avec les tractations de part et d'autre, le Groupe africain de négociateurs a émis une déclaration ferme, soulignant son refus d'accepter tout résultat qui négligerait les priorités de l'Afrique. Parmi ces priorités, le groupe a vigoureusement plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre d'adaptation assorti d'objectifs ambitieux et temporellement définis, d'un soutien concret à la mise en œuvre, ainsi que d'un financement concessionnel substantiel en vue d'une transition équitable.



Landry Ninteretse

Soulignant une position délicate, le groupe a également défendu le droit des nations africaines d'explorer l'ensemble de leurs ressources, y compris les combustibles fossiles. Un

point de vue qui a fait réagir 350.org à travers son Directeur Régional Afrique. Cette déclaration du groupe des négociateurs risquerait de compromettre les objectifs climatiques et les appels à une élimination équitable des combustibles fossiles lors de la COP 28.

Dans son argumentaire, Landry Ninteretse – Directeur régional, 350Africa.org explique : « Nos dirigeants connaissent très bien le mal que les combustibles fossiles font à nos communautés. Les voix de nos populations qui souffrent de l'aggravation des impacts des combustibles fossiles devraient leur servir de guide dans ce processus et ils doivent agir dans l'intérêt de la population. »

En évoquant l'équité et la différenciation comme les clés de la transition énergétique, il met en garde contre la dépendance à l'égard des combustibles fossiles qui rendrait vulnérable notre avenir et ne procurerait pas de bénéfices concrets pour la vie quotidienne et les moyens de subsistance des communautés. C'est pourquoi, selon lui, plutôt que de lutter pour l'exploration des ressources fossiles polluantes, il faut appeler les pays développés à fournir un financement adéquat et favorable à une transition rapide et équitable pour s'éloigner des énergies fossiles.

Megan Valère SOSSOU

Le RODER Bénin outille ses membres et donne de la voix

en faveur des énergies renouvelables

Dans le cadre de son engagement continu pour le développement des énergies renouvelables au Bénin, le Réseau des Organisations pour le Développement des Energies Renouvelables (RODER) a réuni ses membres lors d'une importante rencontre du 30 novembre au 1er décembre 2023 à la Direction de la Planification Energétique, Electrification Rurale et Réglementation (DPER) Ex Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE) à Akpapka, Cotonou.



L'objectif principal était de renforcer les connaissances et compétences des participants sur les technologies des biodigesteurs ainsi que sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. L'atelier a attiré plus de 25 participants, représentant diverses Organisations de la Société Civile (OSC)

et Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres du RODER Bénin et experts du secteur.

Le représentant de Bio Gaz Bénin a partagé ses connaissances sur les biodigesteurs, mettant en lumière les avantages tels que la valorisation des déchets, l'utilisation d'énergie propre, la production de fertilisants agricoles et la lutte contre les changements climatiques.

Cette session a également offert aux membres du RODER l'opportunité de se familiariser avec les textes régissant leur réseau. À travers des travaux de groupe, ils ont formulé des propositions pour le plan de travail 2024, englobant le renforcement de la visibilité nationale du RODER, le plaidoyer pour l'accès aux énergies renouvelables, et bien d'autres actions. Le RODER dont la coordination est assurée par JVE Bénin accompagné de l'Association Bénin Energie, Right to light et JEVEV ONG.



Suite à ce moment de partage enrichissant, les participants ont initié une caravane en faveur des énergies renouvelables. Ils ont saisi l'occasion pour exprimer leur soutien dans le contexte de la COP 28 à Dubaï aux Émirats Arabes Unis.

Dans une démarche citoyenne et collective, les membres du Roder ont uni leurs forces dans une Caravane de plaidoyer en direction de la COP28. À travers cette mobilisation citoyenne, le Roder a exprimé son plaidoyer en faveur d'une transition énergétique rapide, équitable et durable.

Cette initiative soutenue par le Projet COOP-ARE piloté par le CESA0-AI concrétise l'engagement du Roder Bénin envers la protection de l'environnement, démontrant la puissance collective des OSC et ONG pour influencer positivement les politiques environnementales et promouvoir des pratiques durables.

Megan Valère SOSSOU

Accès à l'énergie au Bénin: Un Eldorado d'opportunités dans les énergies renouvelables malgré les défis à relever

Selon un rapport récent, l'accès de base à l'énergie au Bénin est encore en retard malgré les opportunités offertes par les énergies renouvelables. À l'échelle mondiale, 675 millions de personnes vivent sans électricité, tandis que 2,3 milliards de

personnes dépendent de combustibles nocifs pour cuisiner.



Le Bénin se trouve actuellement à mi-parcours de la période fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'Objectif de Développement Durable (ODD) numéro 7 vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable. La réalisation de cet objectif aurait un impact considérable sur la santé et le bien-être des populations, en les protégeant contre les risques environnementaux et sociaux, tels que la pollution atmosphérique, et en améliorant l'accès aux soins de santé primaires.

Cependant, selon l'édition 2023 du Tracking 7 SDG: The Energy Progress Report, les efforts actuels ne sont pas suffisants pour atteindre l'ODD 7 dans les délais impartis. Bien que des progrès aient été accomplis dans certains domaines spécifiques, comme l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité, ils restent insuffisants pour atteindre les objectifs fixés dans les ODD.

Par ailleurs, le rapport met en évidence que l'endettement croissant et la hausse des prix de l'énergie compromettent les perspectives d'accès universel aux modes de cuisson propres et à l'électricité.

Selon les projections actuelles, d'ici 2030, 1,9 milliard de personnes seront toujours privées de modes de cuisson propres et 660 millions n'auront pas accès à l'électricité, à moins que des mesures supplémentaires ne soient prises et que les efforts actuels ne soient poursuivis.

Ces lacunes auront un impact négatif sur la santé des populations les plus vulnérables et contribueront à l'accélération des changements climatiques. L'utilisation de combustibles et de technologies polluants pour cuisiner entraîne chaque année 3,2 millions de décès prématurés dus à la pollution de l'air intérieur, selon l'OMS.

En 2021, 91% de la population mondiale avait accès à l'électricité, soit une augmentation par rapport aux 84% de 2010. Cependant, le rythme de cette progression s'est ralenti entre 2019 et 2021, en particulier dans les zones urbaines. En Afrique subsaharienne, 567 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité en 2021, soit plus de 80% de la population mondiale sans électricité.

Megan Valère SOSSOU

Les OSC du Bénin s'unissent et s'outillent pour la

promotion des énergies renouvelables



Il y a plus d'une dizaine d'années qu'il intervient dans le domaine de la protection de l'environnement au sein de la société civile au Bénin. Si Mawusé HOUNTONDJI, Directeur Exécutif de Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin a une leçon à partager avec ses pairs, c'est qu'il faut s'unir pour mieux impacter. A travers son organisation, JVE Bénin ONG, il a su imprimer cette marque en mettant en place avec quatre autres organisations, le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) dont il est le point focal au Bénin.

Comme Mawusé, Christian HOUNKANNOU du mouvement 350.Africa.org estime aussi qu'il urge de mettre ensemble toutes les compétences acquises individuellement pour des impacts significatifs. Car seul on va vite mais ensemble on va loin a-t-il renchérit.

Ainsi, face aux divers problèmes liés à l'accès à l'énergie, ces organisations sont appelées à entreprendre des actions concrètes pour promouvoir les énergies renouvelables au Bénin, en particulier à travers des plaidoyers. Cependant, Mawusé HOUNTONDI souligne qu'il est important de comprendre précisément de quoi il est question avant de mener ces plaidoyers.

C'est pourquoi en organisant l'atelier de renforcement de capacités des organisations de la société civile (OSC) sur les énergies renouvelables à Abomey-Calavi ce vendredi 2 juin 2023, l'ONG Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin en collaboration avec le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) et l'organisation 350Africa.org ont outillé une vingtaine d'acteurs de la société civile.



« Nous avons voulu bâtir sur l'existant : le Roder afin d'accompagner les initiatives pour véritablement promouvoir les énergies renouvelables et beaucoup plus trouver des solutions aux changements climatiques », a déclaré Christian HOUNKANNOU.

Les participants à l'atelier ont eu l'occasion de prendre

connaissance des activités menées par le RODER et le mouvement 350Africa.org dans le domaine des énergies renouvelables au Bénin. À noter qu'une feuille de route a été proposée à la suite des échanges, et elle sera soumise à l'appréciation des parties prenantes concernant l'évolution des énergies renouvelables au Bénin.

Selon Mawusé HOUNTONDJI, cette feuille de route, qui énonce un certain nombre d'actions à mettre en œuvre, permettra aux OSC d'être mieux informées et d'aider les pouvoirs publics. Hubert AGOSSOU, Directeur des Énergies Renouvelables de la Maîtrise et de l'efficacité Énergétique, qui représentait les autorités publiques lors de cet atelier, a rappelé que la volonté politique d'utiliser massivement les énergies renouvelables au Bénin a été marquée par l'adoption de la politique de développement de l'électrification hors réseau. Il reste convaincu que la valorisation des énergies renouvelables contribuera à accélérer l'accès aux services énergétiques modernes pour la population.

Les acteurs de la société civile ayant participé à cette rencontre, désormais mieux préparés, ont réaffirmé leur volonté et leur engagement à œuvrer en faveur du développement des énergies renouvelables. Une preuve que l'union fait la force.

Megan Valère SOSSOU

Récapitulatif de toutes les opportunités du mois



Leader de l'information sanitaire et environnementale en Afrique
À lire et à écouter en ligne: <https://journalsantenvironnement.com>
Email: journalsantenvironnement@gmail.com, Tél: +229 97 04 40 53
Investiguer - Vérifier - Informer



JOURNAL SANTE ENVIRONNEMENT

Appel à candidatures : Recrutement d'un.e Consultant.e / Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) Afrique

<< Soutenir la mise en œuvre du sous-bureau de l'IPPF pour
l'Afrique de l'Ouest et du Centre >>

- ✓ Tu as de l'expertise en relations diplomatiques ?
- ✓ Tu as de l'expertise en rédaction de documents de haut niveau ?
- ✓ Tu as de l'expertise en planification ?
- ✓ Tu as de l'expertise en communication stratégique ?

Cette opportunité pourrait t'intéresser.

Le/la Consultant.e sera chargé.e de concevoir le plan d'action de haut niveau pour la mise en œuvre du bureau d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La durée du Contrat est de 21 Jours avec des horaires de travail flexibles. Il exercera :

- 10 jours de ses activités à distance
- 11 jours à Abidjan (Côte d'Ivoire)

La Fédération Internationale pour la Planification Familiale (IPPF) est un prestataire mondial de services de santé

sexuelle et reproductive (SSR) et l'un des principaux défenseurs de l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR) pour tous.tes.

L' IPPF s'engage à protéger et à promouvoir le bien-être des enfants, des jeunes et des adultes vulnérables et attend de l'ensemble du personnel, des bénévoles, des entrepreneur.e.s, des partenaires qu'ils.elles partagent cet engagement.

L' IPPF est un réseau mondial d'organisations nationales, appelées » associations membres » qui travaillent avec et pour les individus et les communautés. Le bureau de l'IPPF comprend :

- 01 bureau à Londres
- 06 bureaux régionaux

En Afrique du Centre et de l'Ouest :

□ 64% de la population est actuellement âgée de moins de 24 ans

□ La population des adolescent.e.s âgé.e.s de 10 à 19 ans devrait augmenter de

37% d'ici 2030, passant de 120 à 164 Millions de personnes

□ NB : L' IPPF est un employeur qui offre l'Égalité des chances.

□ Délai : 09 Septembre 2022

Bonne chance

Plus d'informations [ici](https://africa.ippf.org/about-us/jobs-and-opportunities/consultancy/soutenir-la-mise-en-oeuvre-et-louverture-du-sous-bureau) :
<https://africa.ippf.org/about-us/jobs-and-opportunities/consultancy/soutenir-la-mise-en-oeuvre-et-louverture-du-sous-bureau>

Appel à candidatures : Programme de bourses d'études UE-CEDEAO sur l'énergie durable / British Council, Union Européenne

(UE), Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Tu es ressortissant.e d'un État membre de la CEDEAO ou de la Mauritanie ?

Tu résides dans un État membre de la CEDEAO ou en Mauritanie ?

Tu as au moins une Licence avec Mention ?

Tu as entrepris des études au moins au niveau Licence en génie électrique,

génie mécanique, énergie et environnement (y compris les énergies

renouvelables et l'efficacité énergétique), droit économie, finance et/ou

planification ?

Tu as une expérience de travail dans le secteur de l'énergie en Afrique de

l'Ouest (un Atout. Cependant, la Bourse est ouverte aux candidat.e.s qui

travaillent et ne travaillent pas) ?

Tu t'engages à publier au moins une recherche axée sur la pratique avant la

fin du Programme ?

Tu t'engages à commencer des stages dans le cadre de la formation ?

Tu as au moins une admission dans un programme d'études ?

Cette opportunité pourrait t'intéresser.

Le programme de bourses UE-CEDEAO sur l'énergie durable offre des bourses pour des diplômes de maîtrise dans des universités spécialisées d'Afrique de l'Ouest (Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Sénégal, Togo) au profit d'étudiant.e.s impliqué.e.s dans le secteur de l'énergie :

- Gestion de l'énergie
- Réglementation
- Énergie renouvelable
- Efficacité énergétique

Le programme vise à :

- Améliorer l'accès à une formation de haute qualité dans le secteur de

l'énergie durable en Afrique de l'Ouest

- Permettre aux diplômé.e.s d'acquérir le profil requis pour répondre à la

demande croissante de spécialistes au plus haut niveau dans le domaine de

l'énergie durable

- Promouvoir la bonne gouvernance de ce secteur en Afrique de l'Ouest

Les 02 types de bourses disponibles sont :

- Les bourses mobiles

Les boursier.e.s sont sélectionné.e.s pour terminer leur programme de

maîtrise dans des établissements d'enseignement supérieur situés à

l'extérieur de leur pays de résidence. La Bourse mobile comprends :

- ✓☐ Les frais de scolarité
- ✓☐ Les frais de subsistance
- ✓☐ Les frais de voyage
- ✓☐ Les frais de recherche
- ✓☐ Les frais d'assurance et de visa

■ Les bourses fixes

Les boursier.e.s sont sélectionné.e.s pour terminer leur programme de

maîtrise dans des établissements d'enseignement supérieur situés dans leur

pays de résidence. La bourse fixe comprends :

- ✓☐ Les frais de scolarité
- ✓☐ Les frais de recherche

Délai : 11 Septembre 2022 à 18h (Heure d'Afrique de l'Ouest)

Bonne chance

Plus d'informations [ici](https://www.britishcouncil.com.sn/programmes/education/bourses-d-etude-ue-cedeao) :
<https://www.britishcouncil.com.sn/programmes/education/bourses-d-etude-ue-cedeao>

Appel à candidatures : Bourses d'études de Bachelor Technologique Maintenance et Gestion de Parcs de Matériels de Travaux Publics / Partenariat Sogea Satom _ Institut International d'Ingenierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)

■ Tu es ressortissant.e d'un pays d'Afrique Subsaharienne

Francophone ?

■ Tu es titulaire d'un BTS, d'un DUT ou tout autre diplôme dans les domaines

suivants : Génie mécanique, Génie électrique, Génie électronique,

Maintenance automobile, Maintenance industrielle, Électromécanique ?

Cette opportunité pourrait t'intéresser.

Dans le cadre du partenariat avec Sogea Satom, 2iE lance un appel à candidatures pour le recrutement de 02 étudiant.e.s.

Cette formation vise à former des technicien.ne.s de niveau Bac+ 03 dans le domaine de la maintenance et de la Gestion de Parcs de Matériels de Travaux Publics.

À l'issue de la formation, les étudiant.e.s seront doté.e.s de compétences avérées en :

- Moteur, hydraulique et pneumatique
- Stratégies et politiques de maintenance
- Diagnostics, Management
- Gestion de stocks
- Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE)
- Etc.

La Bourse d'une durée de 12 Mois prends en compte :

- Les frais de scolarité
- Les frais d'inscription
- Les frais d'assurance

L'hébergement

Les frais de subsistance

Bonne chance

Plus d'informations [ici](https://www.2ie-edu.org/download/partenariat-sogea-satom-institut-2ie-offres-de-deux-02-bourses-detudes-de-bachelor-technologique-maintenance-et-gestion-de-parcs-de-materiels-de-travaux-publics/) :
<https://www.2ie-edu.org/download/partenariat-sogea-satom-institut-2ie-offres-de-deux-02-bourses-detudes-de-bachelor-technologique-maintenance-et-gestion-de-parcs-de-materiels-de-travaux-publics/>

Appel à candidatures : Programme » Orange Knowledge » _ Bourses de formation professionnelle au Royaume des Pays-Bas / Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas

Tu es un.e professionnel.le en milieu de carrière ?

Tu résides dans l'un des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Égypte,

Guinée, Jordanie, Liban, Mali, Niger, RDC, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie ?

Cette opportunité pourrait t'intéresser.

Délai : 11 Octobre 2022

Bonne chance

Plus d'informations [ici](https://mail.nuffic.nl/Bourse_OKP/) : https://mail.nuffic.nl/Bourse_OKP/

Appel à candidatures : Initiative » Ashinaga » pour l'Afrique _ Programme de leadership pour des jeunes orphelin.e.s /

Tu es orphelin.e (ton père, ta mère ou les deux) ?

Tu es né.e après le 01er Septembre 2000 ?

Tu as terminé ton cycle secondaire et tu as obtenu ton Baccalauréat (Les

Baccalauréat.e.s techniques, technologiques et professionnels ne sont pas

acceptés) après le 02 Août 2020, en 2021 ou l'obtiendra avant le 28 Février

2023 ?

□ Tu n'as pas les capacités financières pour étudier à l'université ?

□ Tu as la citoyenneté, tu as complété ou tu vas compléter ton éducation

secondaire dans l'un des pays suivants : Angola, Afrique du Sud, Bénin,

Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti,

Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Conakry, Guinée

Équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Madagascar, Mali, Maurice,

Mauritanie, Namibie, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, République

Démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles,

Sierra Léone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo,

Zambie et Zimbabwe ?

□ Tu es disposé.e à participer aux 02 programmes d'Ashinaga qui se

déroulent sur une année, préalables à l'entrée en Université ?

Tu t'engages à retourner dans ton pays ou un autre pays d'Afrique

Subsaharienne, afin de contribuer au développement de l'Afrique ?

Tu n'as pas de personne à charge susceptible d'interférer avec la poursuite

de leurs études poursuites ?

Tu parles couramment Français, Anglais, Portugais ?

L'initiative « Ashinaga » pour l'Afrique (IAA) est un programme international de leadership visant à développer la prochaine génération de leaders qui pourront contribuer au développement de l'Afrique Subsaharienne.

L'initiative « Ashinaga » pour l'Afrique (IAA) donne accès à un soutien financier complet pour étudier à l'université à l'international qui inclut :

Les frais de scolarité

Les frais de voyage

Les frais de logement

Les autres frais nécessaires

Le programme comporte 03 phases :

Camp d'études et camp préparatoire

■ Le camp d'études se tiendra en Ouganda (pour les boursier.e.s

Anglophones) et au Sénégal (pour les boursier.e.s francophones) de

Juillet à Décembre 2023

■ Le camp préparatoire se tiendra d'Avril à Juin 2024

□ La phase d'études supérieures

Ashinaga n'accepte pas les candidatures initiales d'étudiant.e.s à la poursuite

d'un 02ème diplôme ou d'un diplôme de Master.

□ La phase d'après obtention du diplôme

Les boursier.e.s s'engagent à retourner dans leur pays d'origine ou un pays de

la région d'Afrique Subsaharienne dans les 04 ans suivant l'obtention de leur

diplôme afin de contribuer au développement du pays et/ou de la région, et ce,

en y résidant pendant au moins une année. Les boursier.e.s sont tenu.e.s de

rester en contact avec Ashinaga....

Délai pour les Lusophones : 14 Octobre 2022

Délai pour les Anglophones et les Francophones : 20 Janvier 2023

Bonne Chance

Plus d'informations [ici](https://ashinaga.smapply.io/) : <https://ashinaga.smapply.io/>

Megan Valère SOSSOU